

## Communales : une déferlante noir-jaune. Et maintenant ?<sup>1</sup>

Au soir des communales, Bart De Wever est apparu dans les rues et à l'hôtel de ville d'Anvers en triomphateur, follement acclamé par ses militants et ses électeurs. Sec - pas seulement physiquement -, sans un sourire, si ce n'est un rictus forcé. Immanquablement, et sans se risquer à de fallacieuses comparaisons, les images du nouveau bourgmestre d'Anvers au balcon de l'hôtel de ville donnaient à ce show un côté mussolinien à l'issue de la marche sur Rome.

Il faut reconnaître que l'homme ne cache pas ses intentions. Pour lui et ses affidés, la prise de la grande ville portuaire et d'une série d'autres villes flamandes est un marchepied. Un point de départ pour s'assurer une majorité au Nord du pays, et donc le contrôle politique de la Région lors des prochaines élections régionales et fédérales de 2014. S'ériger ainsi en pivot de la vie politique nationale et imposer son ordre du jour : le confédéralisme comme une étape vers une scission du pays. Une revendication partagée, dans bien des régions riches d'Europe, comme la Catalogne, la Lombardie ou l'Ecosse, par des partis nationalistes soucieux de prendre le large et d'en finir ainsi avec une solidarité financière qu'ils rejettent vigoureusement.

Bien entendu, le 14 octobre, De Wever a tenu un discours un tantinet plus feutré. Tout aussi sûrement, il va devoir se frotter aux contraintes de la gestion concrète. Mais il serait sot de miser, comme le font les partis francophones, sur l'impréparation des « jaunes et noirs » à la conduite des affaires et, osent certains, sur une usure plus ou moins rapide de leur influence. C'est une véritable vague populaire qui a porté la N-VA, quasi inexistante voici six ans, au zénith et entériné son agenda : une bonne partie de l'opinion flamande est ouverte au dépassement de la Belgique fédérale et aux thèses ultralibérales qui forment le corpus idéologique de la formation nationaliste. Ce qui n'est pas vraiment nouveau quand on compare la répartition des cartes politiques au Nord et au Sud du pays. Peut-on se consoler en notant la quasi disparition de l'extrême-droite « classique » ? Ou s'inquiéter du fait que la N-VA a pompé l'essentiel des voix du Vlaams Belang, confirmant ainsi son positionnement à la droite de la droite ?

### L'histoire selon De Wever

Comme l'ont constaté les éditorialistes flamands, les électeurs n'ont pas voté « communal ». « De rien à parti local numéro un, et certainement numéro deux, en concurrence directe avec le CD&V ! C'est un bouleversement comme nous n'en avons plus vu depuis la deuxième guerre mondiale. De Wever a donc réalisé le premier point de son plan en trois points. D'abord Anvers, ensuite la Flandre et finalement la Belgique » a ainsi écrit Luc Van der Kelen dans *Het Laatste Nieuws*. « La N-VA de Bart de Wever est dans les villes et dans le pays, le seul vainqueur après les élections locales d'hier. Le train-BDW roule sans se réduire à travers la Flandre. Son pari le plus osé, qui faisait de cette élection un étalon de ce que pourraient être les élections de 2014, a réussi de manière éclatante (...) Le signal national ne peut pas être mal compris. Les trois partis nationaux qui ont décidé l'an dernier, le cœur serré, d'aller dans le bateau d'Elio di Rupo, n'ont pas encore commencé à rendre ce 'récit' crédible. De Wever les a ignorés et en a appelé à Di Rupo pour négocier avec lui une Belgique confédérale » a confirmé Bart Sturtewagen dans le *Standaard*.

Une situation inédite patiemment construite par De Wever. Et qui en a éclairé la portée dans ses premières déclarations : « Ceci est un tournant dans l'histoire. C'est à présent à nous de défendre le courant en Flandre, de la rue du Village à la rue de la Loi. Anvers est à tout le monde, mais surtout à nous ce soir. C'est un dimanche noir-jaune ». Et de lancer dans la foulée un appel aux francophones et au Premier ministre Elio Di Rupo : « Préparez avec nous la réforme confédérale. Prenez vos responsabilités. » Sur quelles bases quand il parle de sa victoire comme d'un « point de non-retour » vers l'éclatement de la Belgique ?

Peut-être convient-il de rappeler comment la N-VA et « l'homme politique le plus populaire de Flandre » voient cette Belgique confédérale. Selon eux, le pays est composé de « deux démocraties ». Curieuse formule qui

---

<sup>1</sup> Par Maurice Magis, chargé de la communication à l'ACJJ – octobre 2012

s'explique par le fait que tout ou presque serait scindé entre la Flandre et la Wallonie. La Région de Bruxelles est niée, privée de certaines compétences qui sont transférées à la Flandre, mais Bruxelles est « une ville flamande, la capitale de la Flandre. Le parlement fédéral et le sénat sont supprimés. Le modèle confédéral est bel et bien considéré comme une étape transitoire vers l'indépendance à terme de la Flandre et sa reconnaissance officielle par l'Union Européenne. La N-VA préconise l'intégration de l'armée belge ... à l'armée néerlandaise.

Sur le plan fiscal, une concurrence avec la Wallonie est introduite, notamment par le biais d'une baisse de l'impôt sur les sociétés qui s'établissent en Flandre. La Flandre devient totalement compétente pour l'impôt sur les personnes physiques. Elle reverse une dotation au niveau confédéral pour financer le reliquat de compétences confédérales.

En matière sociale, la N-VA veut la scission de la sécu entre la Flandre et la Wallonie et la fin des transferts financiers vers la Wallonie. Elle veut une réforme vers le bas du système des pensions. La Flandre mène sa propre politique énergétique et environnementale. La mer du Nord passe sous contrôle flamand (!?). Citons encore la scission de la Justice et dans la foulée, les francophones de la périphérie bruxelloise n'auraient plus accès à la justice en français.

### **Le PS fait le gros dos**

Du côté francophone, les réactions ont parfois semblé proches de la sidération. On a voulu minimiser l'impact du résultat flamand. Les partis vont pourtant avoir affaire à un raidissement des formations flamandes, notamment au cours de la négociation du budget 2012-2014. Ensuite, la pression sera forte pour aller plus loin que l'accord de gouvernement pour approfondir la réforme de l'Etat. Les partis flamands seront tentés par la surenchère pour espérer inverser la tendance d'ici à 2014. Mais de ce côté-ci de la frontière linguistique, c'est la recherche d'alliance et la course aux mandats qui était la préoccupation première des partis, toutes tendances confondues.

Et puis ? Comme pour se rassurer, ils ont seriné qu'il s'agissait d'élections communales et non législatives, qu'après tout M. De Wever « n'est que » le bourgmestre d'Anvers, que le CD&V reste le premier parti communal en Flandre (mais cela ne vaut pas au niveau des provinces qui constituent un meilleur baromètre dans les perspectives de 2014)... Une manière de voir qu'a relayé l'éditorialiste en chef du *Soir*, Béatrice Delvaux, « De Wever, à Anvers, n'a pas vaincu le socialisme, mais Patrick Janssens. La défaite infligée à l'ex-bourgmestre l'est autant par la N-VA que par les forces de gauche qui ont propulsé les scores de Groen et du PVDA ». Avant de reconnaître que « De Wever a gagné la deuxième manche de sa marche en avant vers le confédéralisme et le séparatisme dont il ne dit plus ouvertement le nom – il parle désormais de solidarité. » On se rassure comme on peut...

Elio Di Rupo a choisi de faire le gros dos. Estimant que, malgré des résultats fluctuants, le PS se maintient (il conserve le leadership dans plus de 50% des communes wallonnes et a progressé à Bruxelles), il est plus que jamais en panne de projet. Au contraire, la préparation du budget ouvrira plus encore les portes aux thèses libérales. Pourtant, comment ne pas voir que ce sont précisément ces recettes maléfiques qui, créant la désespérance ou le rejet de la politique, expliquent pour une bonne part le succès des ultras ?

### **Vers des luttes sociales ?**

Les relations avec les syndicats promettent d'être chaudes. « Avant les élections il y a toujours beaucoup d'annonces », avait lâché le Premier ministre avant les élections. Il avait aussi dit l'importance de la concertation entre patrons et syndicats pour la conclusion d'un accord interprofessionnel. « Nous cherchons une date pour rencontrer les représentants du patronat ainsi que certains patrons d'entreprises. Nous rencontrerons aussi les organisations syndicales. Mais notre but n'est pas de nous substituer à la concertation sociale ». Il faudra pourtant bien qu'il se mouille, tant les chances d'un accord patrons-syndicats sont minces. Et la donne politique est peu propice à rassembler les parties. « La situation reste difficile. Nous avons déjà fait beaucoup d'efforts ce qui nous a permis de retrouver notre crédibilité sur les marchés financiers. Nous ne sommes pas défaitistes » s'était ainsi réjoui M. Di Rupo.

Pas l'ombre dans tout cela d'une alternative de progrès pour contrer une crise qui s'éternise et s'aggrave. On se souvient que plusieurs milliers de militants de la FGVB ont défilé à la mi-septembre dans les beaux quartiers

d'Ixelles pour réclamer plus de justice sociale et un meilleur pouvoir d'achat. Avec des slogans explicites : « Les rentiers veulent tout », « Bientôt la soupe populaire » ou encore « Non à l'austérité ». « Nous en avons assez de cette austérité. Les banques ont été secourues, les déficits publics ont explosé et ce n'est pas fini. La seule solution qu'on nous propose, c'est l'austérité. Ce n'est pas de cela que nous voulons », avait tonné Rudy De Leeuw, le président du syndicat. Le moins que l'on puisse dire est que deux mondes s'opposent...

### **La satisfaction du PTB**

Faute d'une autre opposition de gauche structurée, Le PTB+ et le PvdA+ ont réalisé une percée en région liégeoise, à Anvers et dans le Limbourg. Le PTB+ s'est enorgueilli d'être aujourd'hui la « force émergente à gauche dans toute la Belgique ». Le Parti du Travail de Belgique obtient pas moins de 12 conseillers communaux dans l'agglomération liégeoise tandis qu'avec 4 conseillers communaux et 8 %, il fait une « entrée remarquée » au conseil communal à Anvers. Le parti obtient ses premiers élus en région bruxelloise à Molenbeek et à Schaerbeek, et dans le Hainaut, à Mons et à Charleroi. Percée à Liège. Le président du parti resté national, Peter Mertens, a pour sa part été élu à Anvers. Se présentant comme « l'opposition social », il promet la vie dure au futur bourgmestre Bart De Wever. Audacieux...